

# Déclaration

11 MARS 2019

**Notre patrie subit un basculement politique supplémentaire sur la voie de l'irresponsabilité. Un président grabataire, hospitalisé à l'étranger, impose une 5e mandature. Cela est anticonstitutionnel, puisqu'il totalise déjà plus de deux mandats. La candidature par procuration est aussi illégale que le faux certificat de bonne santé. Contre toute raison, la violation de la Constitution ouverte et couverte depuis 2008 continue.**

Face à un refus massif opposé, pacifiquement, par des millions de citoyens dans la rue, la prétention sonne comme un ultime bras d'honneur à une jeunesse promise à être sacrifiée à la mer Méditerranée. L'autisme face à la marche populaire historique du 8 mars confirme le choix du statu quo. C'est là un défi de trop qu'aucun patriote sensé ne peut laisser passer ! Après 20 années de gabegie et de répression des libertés, aucune promesse de réforme politique et sociale ne peut cacher que ce passage en force contre la volonté et le destin historique de notre peuple enclenche la stratégie du pire qui risque de mener, une nouvelle fois, un système mafieux agonisant, à tirer sur la foule.

La lettre de promesse écrite et lue en son nom comporte même des aveux lourds sur le caractère autoritaire et corrompu des mandatures présidentielles passées et prochaine. Elle annonce et assume ouvertement le trucage de la mascarade électorale du 18 avril. Pis, loin d'augurer d'une quelconque rédemption personnelle ou réforme politique, la promesse d'organiser une élection présidentielle anticipée toute proche énonce un droit régalien à mourir sur le «trône».

Cette outrance consacre l'intégration de l'Algérie, Etat et Société, dans le patrimoine personnel du Président à vie.

Désormais, les citoyens savent que la candidature de Abdelaziz Bouteflika est un coup d'Etat supplémentaire contre le peuple et la Constitution. Dans une élection jouée d'avance, de l'aveu même du dictateur en place, dans un Etat réduit à l'argument de ses seuls bras sécuritaires, dans une administration publique depuis longtemps privatisée par l'allégeance et la corruption, face à une armada médiatique vouée à l'intox et à la propagande du «guide providentiel», face à un Trésor public réduit à une tirelire privée pour l'achat des consciences, toute participation au drame de la comédie électorale acte une complicité avec un hold- up contre un peuple et un pays meurtris.

Notre jeunesse voit bien qu'il n'y a donc aucune élection à l'ordre du jour ! A moins d'être aveugle et sourd, il s'agit d'un fait accompli imposé par la force et assumé sans honte devant l'opinion et la communauté internationale.

Notre peuple attend de ses élites qui manifestent dans ses rangs de l'aider à transformer en révolution citoyenne constructive un ras-le-bol profond exprimé pacifiquement et civiquement par des millions de citoyens.

Forts de notre conviction en une Algérie libre, démocratique et solidaire et pleinement engagés dans le sursaut citoyen en cours, nous appelons à : – protéger, préserver et développer la mobilisation massive actuelle en veillant jalousement sur son caractère pacifique.

Ne cédon jamais aux provocations des officines occultes et autres baltaquia et récupérateurs professionnels mortifères ! Evitons toute atteinte aux personnes et aux biens publics et privés. Ne provoquons jamais les membres des forces de sécurité. Ils restent pour nous des frères, même lorsqu'ils exécutent l'ordre injuste de nous frapper, arrêter et malmenier ; – continuer d'exiger le départ de Bouteflika et la fin du système corrompu de l'Etat policier en préservant l'union citoyenne et en laissant s'exprimer toutes les demandes légitimes et idées pacifiques ; – s'organiser dans tous nos lieux de vie et de travail en collectifs pour le changement démocratique et les libertés et contre la répression en veillant à éviter l'infiltration des chiyatine et provocateurs. Nous exigeons des autorités l'annulation immédiate de la parodie électorale du 18 avril et la mise en place d'un gouvernement de transition chargé de veiller notamment à l'enclenchement d'un vrai processus vers une République démocratique fondée sur l'Etat de droit, les libertés, la démocratie, la justice sociale et le suffrage universel secret et libre.

Nous interpellons les décideurs de l'Armée, en charge constitutionnelle de la sécurité du pays et de ses habitants, à bannir toute tentation de répression ou état d'urgence contre le refus populaire clair et massif exprimé dans la rue ;

Nous prenons à témoin l'opinion internationale au sujet de la violence faite à la souveraineté de notre peuple sur son destin.

La lutte pacifique triomphera de la force. Le droit vaincra la tyrannie ! Vive l'Algérie libre et démocratique

Gloire éternelle aux martyrs de la libération nationale et du combat démocratique.

**Liste des signataires :**

Dr Abdelli Djameledine (médecin, Oran), Aït Bachir Nacer (pharmacien, Akbou), Amrani Nabil (ingénieur, Boumerdès)

Ahmed Badaoui (syndicaliste, Alger), Baghdadi Mouloud (ingénieur, Boumerdès), Benmadani Nordine, (médecin, Tizi Ouzou), Benmédakhène Hocine (journaliste chroniqueur, Annaba)

Bennadji Brahim (député de Béjaïa),

Boudjema Hacene (Directeur fonction publique universitaire, Paris), Bouhitem Nadir (Directeur de projet, Paris),

Brahimi Ali (militant amazigh, ancien parlementaire, Bouira), Ferdjallah Djamel (ancien parlementaire, Béjaïa),

Gacem Mokrane (journaliste), Gheriès Nouredine (médecin , Batna)

Guellaz Abdenour (ingénieur, Boumerdès), Guellaz Ahmed (Avocat, Blida), Hachour Madjid (avocat, Tizi Ouzou)

Hadad Fouad (avocat, Alger),

Hami Hamid (retraité de l'éducation nationale),

Ihadadène Hachimi (retraité, Tizi Ouzou), Izwawen Akli (militant de la démocratie, Alger), Kaïd Samia (psychologue militante démocrate, Alger),

Khemisti Khaled, (retraité Oran), Méchou Rachid (retraité Bouira), Mezhoud nassima (médecin, militante démocrate, Alger), Mesli Nasreddine (retraité, militant démocrate, Tlemcen), Meziane Amer (étudiant UMMTO), Ménana Rachid (médecin, Ghardaïa), Mira Tarik (ancien parlementaire, Béjaïa), Moktfi Kamel (Toxicologue, Montréal),

Moussouni Akli (expert agronome, Bouira), Naït Salah Belkacem (avocat, Oran), Namaoui Mohamed (cadre, ancien attaché parlementaire, Mostaganem/Londres), Oudiai Mhenni (étudiant UMMTO), Ouazar Hamid (ancien parlementaire Béjaïa), Rahmoune Mohand Ameziane (enseignant universitaire UMMTO), Dr Saadallah Abdelkader (chercheur et enseignant universitaire), Saheb Hakim (avocat, Tizi Ouzou), Saïdi Nasser (ingénieur Boumerdès), Salhi Saïd (militant des droits de l'homme, Béjaïa), Si Ahmed Fadhila (étudiante UMMTO).